

20 septembre 2019

(19-6090)

Page: 1/3

**Groupe de travail du commerce,
de la dette et des finances**

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 21 JUIN 2019

1.1. Le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances a tenu sa trente-neuvième réunion le 21 juin 2019 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Refiloe Litjoko (Lesotho). Le Président a proposé de poursuivre l'examen de la question du financement du commerce et des petites et moyennes entreprises (PME) sur la base des données d'expérience des Membres et des réunions tenues récemment par le Secrétariat. Le Directeur général, qui s'était engagé l'année dernière auprès du Groupe de travail à poursuivre ses activités de promotion, avait donné suite à son engagement. Il a été proposé que les Membres examinent les conclusions des dernières réunions, y compris celle du Groupe d'experts sur le financement du commerce. Une discussion sur la prochaine séance de l'Examen global de l'Aide pour le commerce consacrée au financement du commerce était également bienvenue. Les Membres ont approuvé l'ordre du jour.

1.2. Le Président a souligné que des documents d'information avaient été distribués afin d'alimenter le débat sur le financement du commerce. En premier lieu, le document de l'OMC WT/WGTDF/W/88 avait été distribué à la fin de l'automne 2018 en tant que résumé de la séance qui avait eu lieu sur le thème "Inclusion financière dans le commerce: réduire le déficit mondial en matière de financement du commerce", à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale en 2018. Plus récemment, en mars 2019, le Secrétariat avait publié le dernier rapport du Groupe d'experts sur le financement du commerce, sous la cote WT/WGTDF/W/89. Enfin, le Secrétariat avait établi une courte note, figurant dans le document WT/WGTDF/W/90, qui résumait les conclusions formulées au sujet du financement du commerce dans le contexte de la préparation du prochain Examen global de l'aide pour le commerce.

1.3. Le Secrétariat a fait rapport sur les progrès accomplis récemment par le Directeur général et le Secrétariat. Les marchés du financement du commerce présentaient une situation contrastée. D'une part, il existait une forte concurrence par les prix dans un contexte de liquidités abondantes sur les principaux marchés financiers (New York, Londres, Francfort). D'autre part, le retrait des banques internationales avait laissé des lacunes dans certaines régions en développement. Ces lacunes étaient difficiles à combler. Dans son rapport du 29 mai 2019, le Conseil de stabilité financière (FSB) reconnaissait que le nombre des relations de correspondance bancaire, qui étaient nécessaires à la répartition du financement du commerce à l'échelle mondiale, avait encore diminué en 2018. Selon le FSB, le nombre de ces relations était tombé de 1 million à 800 000 entre 2011 et 2018, soit une baisse de 20%. Cela signifiait que les flux financiers transfrontières internationaux étaient acheminés via des relations de correspondance bancaire de moins en moins nombreuses. On assistait donc à une concentration grandissante du système financier. La baisse du nombre de relations de correspondance bancaire avait été supérieure à la moyenne mondiale en Afrique, en Amérique du Sud, aux Caraïbes et dans les îles du Pacifique, ce qui se répercutait défavorablement sur la répartition des flux de financement du commerce.

1.4. Selon la Banque africaine de développement, le nombre de banques internationales disposées à confirmer des lettres de crédit émises par des banques africaines avait baissé de 15%. L'importante pénurie de dollars EU qui résultait du retrait des banques internationales du marché africain avait conduit les banques multilatérales de développement à emprunter des dollars EU en Asie afin de pouvoir assurer la compensation des opérations de financement du commerce en Afrique. La perception plus aiguë des risques réglementaires était une des raisons qui avaient conduit les banques internationales à mettre fin à leurs relations de correspondance bancaire dans des pays en développement. Il s'ensuivait que les banques locales des pays en développement étaient moins enclines à offrir un financement du commerce aux négociants locaux, car elles craignaient que cela ne compromette l'avenir de leur relation avec les banques internationales. Cette réalité avait déjà été évoquée dans le cadre du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances. Les PME

opérant en aval des chaînes d'approvisionnement industrielles dans les pays en développement avaient souffert de la tendance continue à supprimer les relations de correspondance bancaire.

1.5. Des activités de coopération ont été menées sur plusieurs fronts. S'agissant du financement, l'OMC a poursuivi ses activités de partenariat avec les banques multilatérales de développement en vue de mobiliser des soutiens au niveau international. Les banques multilatérales de développement géraient des programmes dits de facilitation du financement du commerce qui offraient des garanties de paiement aux banques et aux négociants des pays en développement. Depuis 2016, le soutien global au financement du commerce au titre de ces programmes s'était accru de 50%. L'année dernière, le nombre d'opérations commerciales ayant bénéficié d'un soutien, pour la plupart effectuées par des PME, s'était élevé à 10 000 environ; à elle seule, la Banque asiatique de développement avait apporté son soutien pour 4 500 de ces opérations. Ces programmes n'étaient pas censés combler entièrement le déficit de financement du commerce. En fait, leur intérêt résidait surtout dans l'apprentissage par la pratique, permettant aux banques des importateurs et des exportateurs de se mettre en relation – et donc de poursuivre leurs opérations commerciales sans avoir besoin du soutien des institutions multilatérales.

1.6. Jusqu'à une date récente, les programmes de renforcement des capacités en matière de financement du commerce visaient, jusqu'à récemment, à réduire le manque de connaissances concernant les instruments et techniques du financement du commerce et à soutenir l'émergence d'une nouvelle génération de spécialistes du financement du commerce dans les pays en développement, où la demande dans ce domaine était forte. En 2018, 1 500 jeunes spécialistes du financement du commerce des pays en développement avaient bénéficié d'une formation. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des mesures de réduction des risques, il était nécessaire de concevoir des activités spéciales de renforcement des capacités pour les professionnels chargés du respect de la réglementation. Le Secrétariat de l'OMC s'était associé à la Société financière internationale (SFI), au FSB et au FMI pour organiser une série d'activités de renforcement des capacités rassemblant des banquiers et des organismes de réglementation du financement du commerce en Afrique. La diffusion des meilleures pratiques en matière de conformité dans le domaine du financement du commerce était également une priorité. La SFI et l'OMC élaboraient un ouvrage destiné à illustrer les meilleures pratiques qui avaient été mises en évidence au cours des activités de renforcement des capacités mentionnées ci-dessus. Cette publication a reçu des contributions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Société internationale islamique de financement du commerce et de la Banque asiatique de développement. Le Secrétariat de l'OMC a participé aux activités de renforcement des capacités organisées par la Banque africaine d'import-export, une filiale de la Banque africaine de développement. À ce jour, le Secrétariat de l'OMC avait contribué à la formation de plus de 300 professionnels. Le programme 2019 de séminaires sur le terrain serait probablement suivi par 500 participants.

1.7. Le Président a remercié le Secrétariat pour son exposé. Il a donné la parole aux délégations souhaitant formuler des observations et poser des questions.

1.8. Le représentant de Maurice s'est félicité de cette séance consacrée à l'accès des petites et moyennes entreprises au financement du commerce. Dans les petites économies en développement en particulier, les PME rencontraient de nombreuses difficultés, telles que l'importance des coûts du commerce élevés, l'absence d'économies d'échelle, l'existence d'obstacles à l'accès aux marchés étrangers ou le manque d'accès aux technologies et à l'information. De même, les difficultés d'accès au financement du commerce restaient un frein sérieux au développement des PME locales. De ce fait, les PME ne pouvaient pas saisir les occasions d'investissement et de commerce, créer des emplois ni contribuer ainsi au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. À Maurice, les PME constituaient un pilier majeur de l'économie, leur part dans le PIB étant de 40% environ et leur part dans l'emploi total de 55%. La majorité des PME fonctionnaient sur fonds propres. Un grand nombre d'entre elles avaient souligné les difficultés à obtenir des facilités de crédit. Les PME étaient appelées à jouer un rôle plus tangible dans l'économie, tant comme moteurs essentiels d'une croissance inclusive et équilibrée qu'en ce qui concerne l'autonomisation des groupes vulnérables. À cet égard, il était nécessaire que les institutions d'appui, les autorités et les PME elles-mêmes adoptent de nouvelles approches et inventent de nouvelles voies de coopération pour stimuler la compétitivité.

1.9. C'est pourquoi le gouvernement mauricien avait lancé plusieurs initiatives et programmes visant à aider et accompagner les PME dans leurs stratégies en matière de commerce et d'expansion. Par exemple, le Programme de développement des PME et le Programme de financement des PME,

entre autres, prévoyaient des exonérations temporaires de l'impôt sur le revenu, un financement flexible et à des conditions de faveur assorti de taux d'intérêt faibles et de longues périodes de remboursement. En outre, des dons étaient accordés pour des études de faisabilité concernant des projets proposés par des PME. Il existait un fonds d'actions destinées aux PME qui offrait un financement en capital jusqu'à hauteur de 49%. Le gouvernement travaillait avec des banques commerciales pour offrir aux PME des facilités de financement du commerce, telles que l'octroi de facilités de paiement, l'émission de lettres de crédit, l'affacturage à l'exportation, l'affacturage à forfait, l'octroi de crédits à l'exportation et l'assurance-crédit. D'autres choses restaient à faire pour améliorer l'accès des PME au financement du commerce. Certaines autres mesures pouvaient être renforcées. On pouvait notamment aider les secteurs bancaires locaux en offrant des programmes de formation; améliorer les programmes de facilitation du financement du commerce existants; concevoir des outils de financement nouveaux et novateurs; former les PME à la rédaction des projets qu'elles souhaitent soumettre aux établissements financiers; faire connaître aux PME les facilités de financement existantes. Enfin, l'entrée en vigueur récente de la zone de libre-échange africaine avait suscité des attentes quant à l'accroissement du commerce intra-africain. Il importait donc de donner aux PME la possibilité d'assumer un rôle central dans ce projet.

1.10. Le Secrétariat a répondu à quelques questions d'ordre technique concernant ses travaux.

1.11. Le Président a invité les Membres à assister à la séance 9 de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2019, prévue pour le 3 juillet. Au cours de cette séance, le Directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, présenterait une nouvelle publication de l'OMC et de la SFI, intitulée "Le financement du commerce et le défi de la mise en conformité", en présence de M. Philippe Le Houérou, Directeur général de la SFI. Ainsi que le Secrétariat l'avait souligné, cette publication avait bénéficié des contributions écrites d'autres organisations partenaires. Il était prévu que de hauts fonctionnaires de ces organisations participent à cette séance. Ils seraient disponibles pour dialoguer avec les Membres de l'OMC. Le Président a encouragé les Membres à y assister et à y participer activement. Cette participation serait logique eu égard au fait que, en réponse à l'exercice de suivi et d'évaluation mené par l'OCDE et l'OMC pour l'actuel Examen global de l'Aide pour le commerce, 60 Membres avaient dit que l'accès au financement du commerce était un obstacle majeur à la diversification économique; en outre, l'amélioration de l'accès au financement du commerce avait été identifiée comme une priorité de l'aide pour le commerce par 17 des 88 pays en développement répondants. Enfin, les donateurs avaient considéré le financement du commerce comme un domaine hautement prioritaire dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

1.12. Le Président a résumé la discussion sur le financement du commerce. Il s'agissait de l'un des domaines de travail de l'OMC où l'interaction entre les Membres et le Secrétariat avait été productive. Le suivi assuré par le Directeur général était très encourageant. Cela permettait de maintenir une dynamique et contribuait à renforcer le soutien interinstitutionnel. Une occasion unique d'interaction entre les Membres et les institutions offrant des programmes de facilitation du financement du commerce se présenterait au cours de l'examen global de l'Aide pour le commerce. Le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances se réunirait en automne pour faire le bilan de cette discussion et des progrès que le Secrétariat aurait accomplis.

1.13. Le Président a donc demandé, au regard du point 2.B de l'ordre du jour, s'il y avait eu des demandes de présentation de nouvelles communications par les Membres. Tel n'étant pas le cas, le Président a rappelé aux Membres qu'un projet de rapport annuel devait être établi par le Groupe de travail. Un bref projet de rapport rédigé par le Secrétariat ferait l'objet d'une discussion à la prochaine réunion du Groupe de travail qui se tiendrait en automne. Il en a été ainsi convenu.

1.14. Sur ce, le Président a clos la réunion.
